

## Appel

La réforme annoncée de la psychiatrie avance à grand pas. La résistance s'organise. Les échéances proches sont le rapport Couty (volet psychiatrique de la loi hôpital, patient, santé territoire), la mise en place des annonces de Nicolas Sarkozy lors de son discours d'Antony et l'application de la tarification de l'activité pour 20% du budget des CHS au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

L'heure est trop grave pour que l'indifférence l'emporte. Nous avons tous signés beaucoup de pétitions, appels etc. Le spectre des années 30 revient doucement. « La politique de civilisation » annoncée est une politique de « rupture » du lien social.

Nous devons maintenant faire converger nos mouvements hétérogènes pour soutenir une conception de la psychiatrie, de la société et plus largement du lien social.

Nous ne sommes pas seuls.

Dans le champ de la médecine un nombre important de collectifs a vu le jour soutenant une santé égalitaire et solidaire.

Dans le champ de l'éducation des mouvements sont nés tels Réseau d'Education Sans Frontière, Sauvons l'Université, Sauvons la Recherche. La pétition pour les RASED, pas zéro de conduite etc. ont recueilli plusieurs dizaines voire centaines de milliers de signatures ; certains citoyens ayant été jusqu'à la désobéissance civile.

Dans le champ de la culture, les attaques ne sont pas moins nombreuses (subventions des théâtres, statuts des intermittents, réforme de l'audiovisuel public...).

Dans le champ de la justice, la fronde des magistrats est en cours.

Dans l'ordre de nos préoccupations s'y ajoutent toutes les « déportations » actuelles de notre ministère de l'immigration et de l'identité nationale (centre de rétention administratif, expulsions autoritaire) véritable honte pour notre démocratie. Sans compter non plus la politique répressive visant, sous couvert d'humanisme, à enfermer les sans domiciles fixes et autres précaires. Cette criminalisation de la misère qu'elle soit psychique, matérielle ou symbolique vise au grand renfermement des « improductifs » à savoir ceux qui n'entrent pas dans la logique utilitariste actuelle.

L'étincelle de la contestation est apparue, à nous de la transformer en proposition politique. Plusieurs niveaux de lutte sont indispensables.

Au niveau micropolitique, dans notre travail quotidien, informer les personnes que nous sommes amenées à rencontrer, semble la moindre des choses.

Agir aussi.

En psychiatrie par exemple, certains proposent de refuser de coder les actes, d'émettre des diagnostics par simple devoir de réserve, ces informations pouvant faire l'objet de futurs fichiers et ségrégations ; mais également par nécessité de soigner, d'être auprès des patients plutôt que devant nos ordinateurs.

La logique évaluative envahit tous les domaines. Il est temps que l'évaluation redevienne un outil et non pas une fin en soi, qu'elle soit au service des hommes et des femmes et de la vie en commun.

Au niveau macropolitique, il va falloir se rassembler pour penser une riposte, pour construire un mouvement d'opinion.

C'est désormais à la société civile de se manifester et de se réappropriier ces questions politiques.

Ce moment de crise, politique, économique et financière questionne de manière aigue notre choix de société.

La crise peut être un moment fécond de création et de repolitisation. Nous en avons besoin.

Refusons ces dérives sécuritaires, gestionnaires et individualistes.

Pour cela, nous appelons tous les citoyens concernés à nous rejoindre pour organiser un mouvement de propositions ([utopsys@yahoo.fr](mailto:utopsys@yahoo.fr)).

Association UTOPSY